

initiative

# La guerre en Ukraine relance l'absurde « produire plus pour nourrir le monde »

Des associations rappellent que l'enjeu est d'abord de mieux répartir et utiliser la production agricole et de renforcer l'autonomie et la durabilité des exploitations, notamment dans les élevages français.

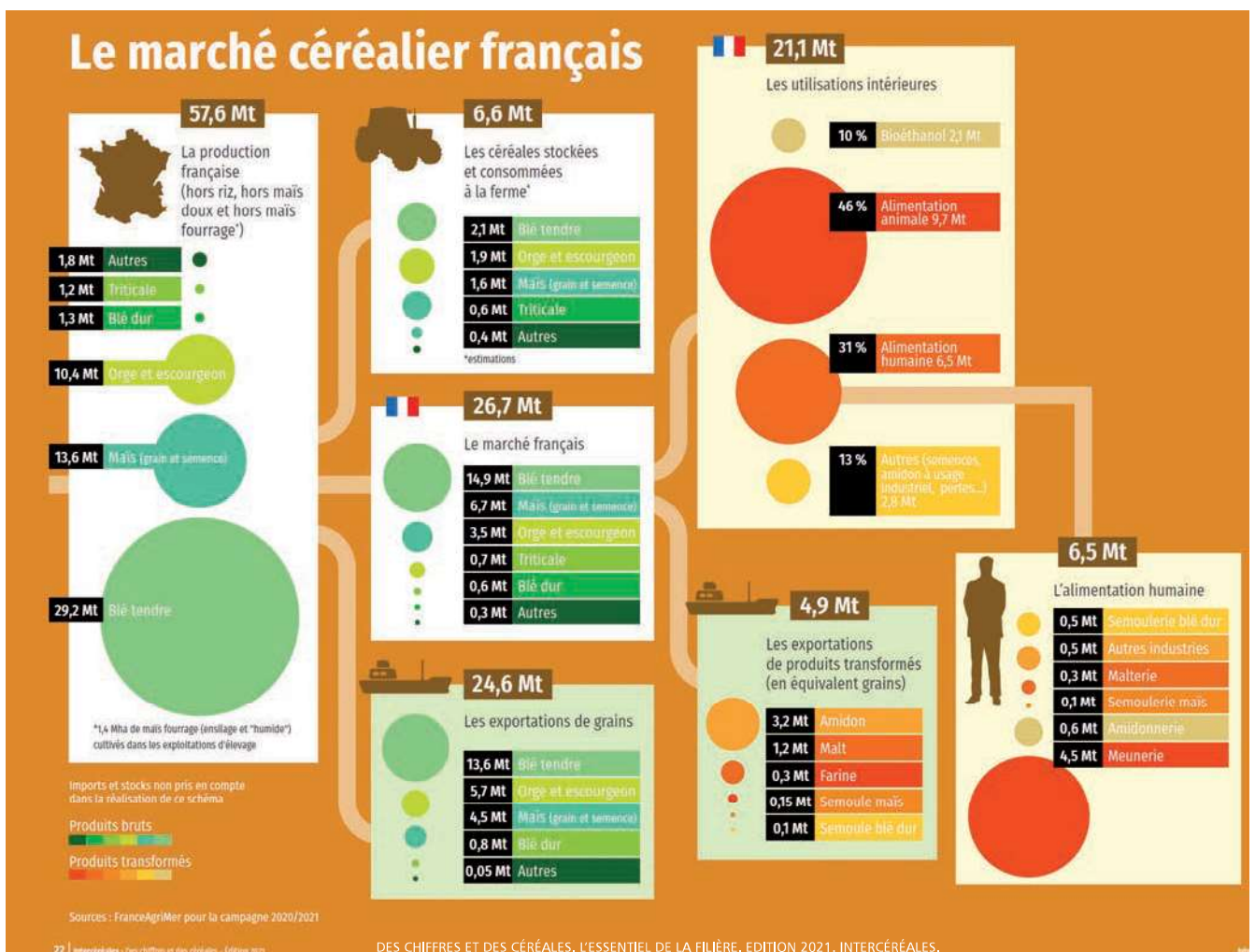
**E**n 2021, face aux difficultés d'approvisionnement liées aux confinements, le gouvernement et le syndicat agricole majoritaire plaçaient leurs premiers pions en détournant le concept de souveraineté alimentaire pour promouvoir la « compétitivité »

1 - Le continent importe 11% des calories qu'il consomme, en particulier des protéines végétales, selon l'Institut du développement durable et des relations inter-

de l'agriculture français et sa vocation exportatrice. En mars dernier, l'invasion de l'Ukraine leur offrait une nouvelle occasion pour relancer l'assertion – fausse – que l'Europe nourrit le monde<sup>1</sup> et qu'il est nécessaire de produire plus pour éviter des famines.

## REVENIR SUR LA STRATÉGIE ALIMENTAIRE EUROPÉENNE

Sous l'impulsion d'Emmanuel Macron, le Conseil de l'Union européenne (UE) autorise la remise en culture des jachères dans l'UE le 24 mars. La présidence française ■■■



■ ■ ■ et la COPA-Cogeca, première fédération agricole européenne (dirigée par la présidente de la FNSEA Christiane Lambert) – ainsi qu’une majorité des parlementaires français et d’autres pays – cherchent aussi à revoir à la baisse les ambitions de la stratégie alimentaire de la Commission européenne, Farm to Fork (F2F)<sup>2</sup>, qui prévoit d’atteindre en 2030 25 % de surface agricole en bio, une réduction des pesticides de 50 % et des engrais azotés de 20 %. Mais ces solutions seront inefficaces pour régler les problèmes d’accès à l’alimentation à court terme et renforceront les difficultés à faire face à de futures crises.

## RELOCALISER LES PRODUCTIONS

Des premières critiques ont émergé sur l’intérêt de la remise en culture des jachères. Ces terres sont peu productives, les semis arriveront trop tard pour la récolte de 2022 et la production céréalière de l’UE augmenterait au mieux de 1,7 % en 2022, moins que les variations annuelles de production<sup>3</sup>. Le CCFD-Terre solidaire estime de son côté<sup>4</sup> que la hausse du prix du blé (cf. encadré) « est largement due et amplifiée par une forte réaction spéculative des marchés boursiers » et la constitution de stocks. Il rappelle que « nous produisons déjà suffisamment de nourriture au niveau mondial » : 5 935 calories par personne et par jour dont 934 calories pour des usages non alimentaires (agrocarburants), 1 738 pour nourrir les animaux d’élevage et 1 329 perdues ou gaspillées. « L’enjeu n’est donc pas de produire plus en Europe mais de relocaliser [...], de repenser le commerce et les échanges alimentaires et de faciliter l’accès financier des populations pauvres à l’alimentation », précise l’association. Au-delà du prix du blé, la hausse de l’insécurité alimentaire liée à la guerre en Ukraine a pour cause la hausse

## ON NE MANQUE PAS DE BLÉ

**Le blé est l’aliment de base pour un tiers de la population mondiale et les difficultés d’acheminement du blé ukrainien, la baisse de production attendue dans le pays (- 40%) et dans d’autres régions ainsi que diverses restrictions aux exportations pourraient être à l’origine d’« un ouragan de famines » selon l’Organisation des nations unies (ONU). On ne manque pourtant pas de blé.**

**Dans le monde, 750 millions de tonnes de blé sont produites chaque année, dont environ la moitié par la Chine, l’Inde, les États-Unis, la Russie et la France. L’essentiel du blé est consommé dans ces pays par les hommes ou pour l’alimentation animale<sup>1</sup>. Mais environ 25% de ces céréales sont vendues à l’étranger : la Russie et l’Ukraine assurent près d’un tiers des exportations mondiales de blé, les États-Unis et le Canada un autre tiers et la France et l’Allemagne environ 20%. De l’autre côté, certains pays, pour pallier une production insuffisante de calories pour la population locale, importent de 50% à 80% de leurs besoins en blé comme l’Égypte (13 millions de tonnes), l’Algérie (7,7 millions), le Nigéria (5,5 millions) et nombre de pays d’Afrique du nord et du Moyen-Orient.**

**Ces États, pour une grande partie avec de faibles ressources, payent ce blé en fonction des « coûts du marché » : plus de 400 euros la tonne ces derniers mois contre environ 300 euros en 2021. Le problème « n’est pas un déficit de quantité, mais la capacité des pays à le payer », lit-on dans le rapport Cyclope 2022 sur les marchés mondiaux. En 2021, avant même l’invasion de l’Ukraine, 200 millions de personnes étaient en insécurité alimentaire aiguë dont 139 millions à cause de conflits. Le blé européen n’est jamais parvenu jusqu’à eux apparemment. F.B.**

1 - En France, par exemple, plus de 10 % du blé tendre est destiné aux élevages.

du prix des intrants – engrais, semences, pesticides – et des problèmes d’acheminements.

## VISION PRODUCTIVISTE À COURT TERME

De nombreux acteurs critiquent aussi une vision productiviste et de court terme, néfaste pour les agriculteurs, la souveraineté alimentaire et l’environnement. « S’il est nécessaire de prendre des mesures immédiates pour répondre aux conséquences terribles de la guerre, cela ne doit pas être au détriment des autres enjeux auxquels l’humanité fait face, comme la souveraineté alimentaire des peuples, la pollution généralisée des milieux

nationales. De plus, une grande partie des calories produites sont gaspillées (20 %) ou dédiées à des usages non alimentaires.

2 - Qui présente pourtant des incohérences, avec des moyens trop limités pour atteindre ses ambitions et une absence d’objectifs et de stratégie sur les changements de régime alimentaire.

3 - Lire à ce sujet l’analyse d’André Pfimlin, du Mouvement agricole rural et solidaire : [www.mars-asso.fr/lalerte-a-la-famine-au-profit-des-marchands-de-grains](http://www.mars-asso.fr/lalerte-a-la-famine-au-profit-des-marchands-de-grains).

et ses conséquences ou encore l’urgence climatique », alerte un collectif emmené par Générations futures, qui appelle à revoir à la baisse nos niveaux de production et de consommation de produits animaux ; à développer des modes d’agriculture et d’élevage autonomes ; et à augmenter la production de légumineuses, l’élevage extensif et le pâturage.

## DÉPENDANCE AUX ENGRAIS

Un collectif d’associations et syndicats agricoles et environnementalistes bretons<sup>5</sup> dresse le même constat et rappelle que les solutions pour ce changement de modèle existent. « La flambée des prix des carburants, engrais, produits phytosanitaires et autres aliments du bétail [...] est une remise en cause profonde et brutale d’un modèle productiviste hyper dépendant des énergies fossiles. Il est d’autant plus violent dans les filières d’élevages hors-sol dépendantes des achats d’aliments extérieurs », précise un communiqué. Le prix de l’engrais a été multiplié par quatre en un an à plus de 1 000 euros la tonne en avril 2022 et la Russie est le premier exportateur mondial d’engrais, produits notamment à partir de gaz.

« Depuis des décennies nos réseaux ont développé une expertise reconstruite sur les systèmes économes en intrants, autonomes, bio. Nous mettons en avant le lien au sol et l’autonomie. Nous prônons la polyculture-élevage et la sobriété énergétique qui l’accompagne grâce aux animaux et aux légumineuses pour la fertilité des sols. Nous rappelons sans cesse le rôle primordial de la prairie dans la quête d’autonomie, mais aussi pour la diminution des intrants, la qualité de l’eau et son rôle bénéfique pour le climat et la biodiversité [...]. Forts de cette expérience, nous pensions naïvement être les plus à même d’apporter ces solutions d’avenir testées et éprouvées depuis de nombreuses années sur le terrain pour le volet agricole du plan de résilience ». Las. Alors que ■ ■ ■

■ ■ ■ 300 millions d'euros d'aides seront accordés dans ce plan aux éleveurs, d'abord aux fermes les moins durables, afin de compenser la hausse du prix des aliments pour animaux, le collectif regrette l'insuffisance du soutien à des systèmes plus autonomes : « les besoins de financements des mesures agro-environnementales et climatiques (MAEC) sont importants. Il s'agit là de la mesure de résilience par excellence lorsque le contrat engage l'ensemble de la ferme dans une démarche d'agriculture durable ».

### TRANSITION AGROÉCOLOGIQUE OU POUDRE AUX YEUX ?

Les MAEC, qui financent par exemple les éleveurs s'engageant sur une sur-

face importante de prairies, seront gérées dans la nouvelle Politique agricole commune (PAC) de 2023 directement par l'État et leur montant n'atteindra que 160 à 180 millions par an, dont une grande partie sera dédiée aux céréaliers. Par exemple, seuls 5 000 élevages d'une centaine d'hectares pourraient toucher une subvention de 10 000 euros pour la MAEC « Climat, bien-être animal et autonomie alimentaire des élevages » quand on compte déjà 35 000 élevages laitiers en France... Alors que les éleveurs en agriculture biologique qui n'ont plus d'aide au maintien se tournent vers les MAEC pour 2023, on assiste ainsi dans les régions à un tri, qui consiste à

4 - Crise alimentaire et guerre en Ukraine, 11 questions pour démêler le vrai du faux. <https://ccfd-terresolidaire.org/crise-alimentaire-et-guerre-en-ukraine-11-questions-pour-demeler-le-vrai-du-faux>.

5 - FRCivam Bretagne, Confédération paysanne Bretagne, Fédération régionale des agrobiologistes de Bretagne, Réseau Cohérence, Eau et rivières de Bretagne, Bretagne vivante : [www.reseau-coherence.org/archives/6052](http://www.reseau-coherence.org/archives/6052).

limiter les zones sur lesquelles les MAEC seront ouvertes pour ne pas dépasser l'enveloppe globale. « La frilosité budgétaire des services de l'État en Bretagne [...] met en péril la réussite de la transition agroécologique de l'agriculture. L'État doit abonder ces dispositifs pour faire face aux besoins », précise le collectif. « L'enveloppe est plus petite pour davantage d'ambitions. La transition agroécologique sans moyens, c'est de la poudre aux yeux, s'indigne Franck Lebreton, éleveur (22) et membre de la FRCivam Bretagne. On se retrouve dans l'impasse en Bretagne même s'il y a des volontés politiques locales ».

■ FABRICE BUGNOT (TRANSRURAL)

agriculture

## Des rapports pour repenser notre souveraineté alimentaire

Parues avant le début de la guerre en Ukraine, plusieurs études récentes pointent les dysfonctionnements et fragilités du système alimentaire français et plaident pour une reconquête de notre souveraineté en la matière.

« Malgré toutes nos exportations, c'est le reste du monde qui contribue à nous nourrir plutôt que l'inverse. » Bien avant la guerre en Ukraine, la pandémie de Covid-19 a replacé sur le haut de la pile le sujet de la souveraineté alimentaire. C'est la raison pour laquelle le « think tank progressiste » Terra nova lui a consacré une note<sup>1</sup> en vue de l'élection présidentielle de 2022. Ses auteurs y cassent les clichés : « Contrairement à l'idée communément admise selon laquelle les exportations agricoles contribuent grandement à la sécurité alimentaire mondiale, l'Europe est en fait une importatrice nette de calories. [...] même si l'Union européenne

est aujourd'hui le premier exportateur mondial de produits agricoles en valeur, elle exporte des produits à forte valeur ajoutée économique mais à faible valeur calorique ou nutritive (pour ne pas dire négative) : vins, vermouths, spiritueux, liqueurs, aliments pour nourrissons, préparations alimentaires, chocolat, pâtes, pâtisserie.

### 10 MILLIONS D'HECTARES IMPORTÉS

Ce constat rejoint celui fait par l'association Solagro dans une étude<sup>2</sup> qui présente les importations et exportations françaises en hectares. Résultat : derrière un solde positif se cachent 12,7 millions d'hectares exportés

et 10 millions d'hectares importés (soit respectivement 44% et 34% de notre surface agricole utile). Soja pour nourrir nos animaux et remplir nos réservoirs, cacao, viande bovine, produits laitiers, tournesol, colza, viande ovine, blé, caoutchouc, olive et coton... voici les denrées les plus importées, auxquelles on peut ajouter des légumes (tomate, concombre, etc.), fruits (pêche, amande, raisin de table, etc.) et légumes secs (lentille, haricot). « La France importe [des produits] qui pourraient potentiellement être cultivés ou élevés en France, mais la mondialisation fait qu'il est souvent plus économique de les importer du fait des coûts moindres de main ■ ■ ■

1 - Terra nova, « Souveraineté alimentaire et transition écologique : un projet pour l'agriculture française », février 2022.

2 - Solagro, « La face cachée de nos consommations. Quelles surfaces agricoles et forestières importées ? », mars 2022.